

Pour une prise de conscience. L'exemple de l'Érythrée.
Für eine Bewusstwerdung. Das Beispiel Eritrea.

Magali Jourdan

Seite 1: Französische Fassung

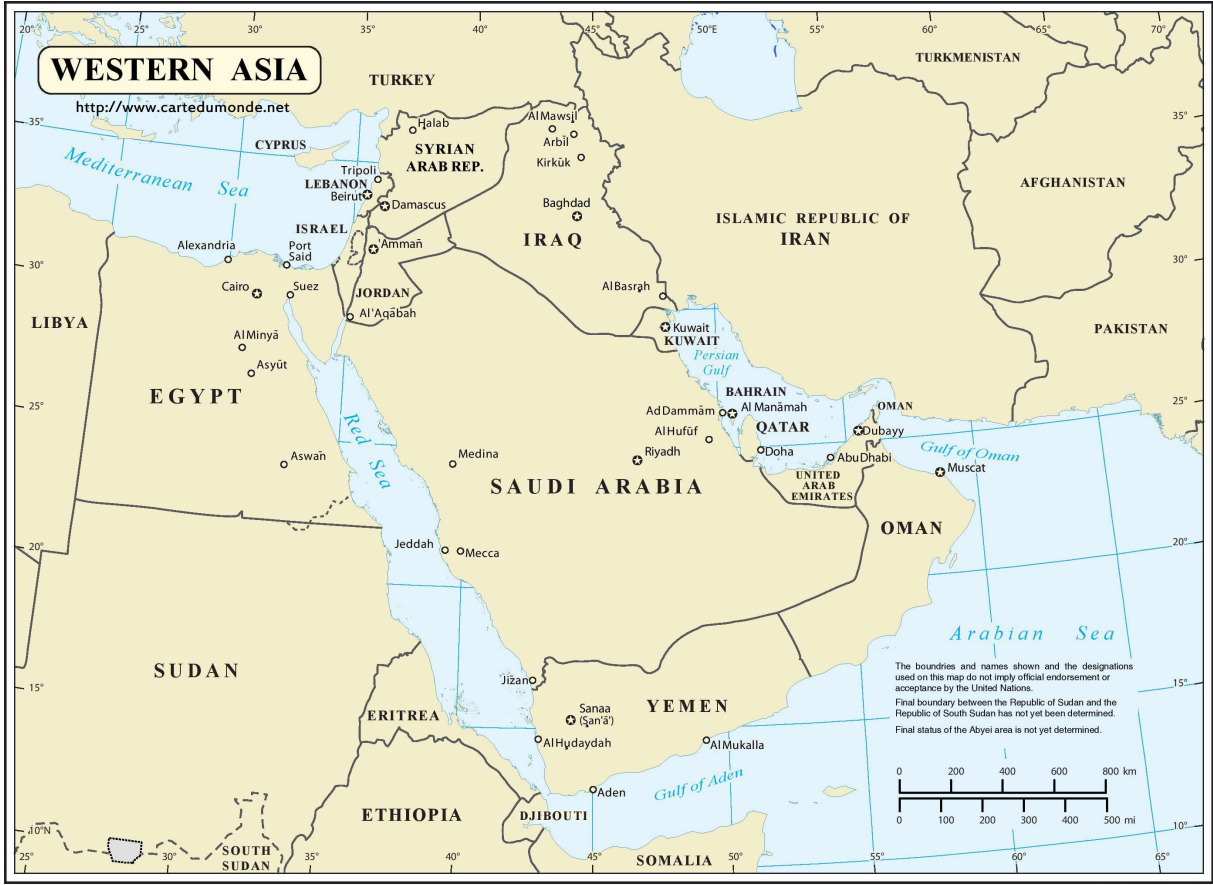
Seite 9: Deutsche Fassung

pour une prise de conscience © mj 2015

Si vous souhaitez partager ce texte, merci de le faire sous sa forme originale, ni raccourcie ni modifiée, en partageant ce lien pour une version actualisée : www.magalijourdan.com/eritrea

Pour toute réaction ou publication, merci de me contacter :

Magali Jourdan
+49 152 1063 7016
mj@magalijourdan.com



Pour une prise de conscience. L'exemple de l'Érythrée.

Par Magali Jourdan • 8 juin 2015 • Mis à jour le 2 juillet 2015

*Que peut faire un homme estropié ? Et à présent encore
réduit à s'expatrier définitivement !
Car je ne reviendrai certes plus avec ces histoires –
heureux encore si je puis sortir d'ici par mer ou par terre
et gagner l'étranger.*

Arthur Rimbaud • Marseille, le 24 juin 1891

J'ai eu la chance d'aller en Érythrée, à quatre reprises entre janvier 2013 et mai 2014, pour observer le travail sur le terrain des *partners* (les humanitaires). Lors de ces séjours, j'ai pu mesurer l'écart qu'il y avait entre l'image que je me faisais de ce pays, due à mes lectures préalables, et celle que j'avais devant les yeux une fois sur place. L'Érythrée que j'ai rencontrée se résume principalement à sa capitale, Asmara, mais grâce aux *travel permits* délivrés par les autorités érythréennes, j'ai pu également me déplacer à plusieurs reprises à l'intérieur des terres (Massawa, Keren, Segeneiti). Le 21 janvier 2013, lors de la « tentative de coup d'État » ou de « l'incident mineur » pour reprendre les termes utilisés de part et d'autre, j'étais aussi à Asmara.

L'Érythrée, État devenu officiellement indépendant en 1993 suite à trente ans de lutte armée contre l'Éthiopie (1961-1991), est un bon exemple pour mettre en lumière une certaine incohérence, que ce soit celle de l'ONU, de la politique migratoire européenne ou des médias, avec la colonisation de l'Afrique en toile de fond. Ce pays de la Corne de l'Afrique est donc un prétexte pour dénoncer un monde, le nôtre, qui dans sa quête de pouvoir oublie l'essentiel : l'être humain et d'être humain. L'objectif principal de nombreuses chartes d'organisations pacifistes et constitutions de pays dits démocratiques est de « maintenir » ou de « consolider la paix ». Les beaux discours tenus devant les caméras du monde entier ne servent cependant qu'à apaiser la conscience des personnes qui sont aujourd'hui au pouvoir. Leur rang, elles le doivent aux conflits qui éclatent ici et là, mais surtout là-bas où elles ne vivent pas, et elles en sont les meilleures alliées, quand elles n'en sont pas les initiatrices. Elles maintiennent ainsi des pays, et leurs populations, dans des situations d'extrême faiblesse et de ce fait de dépendance, à des fins souvent exclusivement personnelles et économiques. Nul n'est dupe mais chacun joue le jeu, dans l'espoir d'obtenir de nouveau, peut-être, une part du gâteau.

Qui s'intéresse à l'Érythrée ? Une poignée de journalistes et de chercheurs, mais surtout l'ONU qui accumule rapports et décisions contestables à son égard. Qui en parle ? Depuis quelques semaines, les médias publient et diffusent sans relâche articles et reportages sur ce pays longtemps ignoré et les migrants, demandeurs d'asile et réfugiés¹ font l'actualité : ils meurent dans le désert ou bien en mer, victimes entre autres de la politique migratoire de l'Union européenne. Ce coup de projecteur améliorera-t-il leur sort ou n'est-il que voyeur ? Observer une situation à travers le trou d'une

¹ Par la suite, dans le texte, ces trois notions seront regroupées sous le seul terme de « Migrants ». Dans les médias, ces trois termes sont souvent employés à tort comme synonymes.

Distinctions : <http://www.un.org/french/pubs/chronique/2006/numero4/0406p31.htm>

serrure est assez réducteur. C'est pourtant ce que font la plupart des gens qui écrivent des articles ou des rapports sur l'Érythrée : ils restent de l'autre côté.

« Personne n'en parle. »

C'est la conclusion à laquelle arrive toute personne s'exprimant sur l'Érythrée. Pourtant, s'il n'y a effectivement ni discussions ni débats sur le sujet, les médias – via des pratiques de communication différant peu des pratiques de propagande qu'ils incriminent – enfoncent dans nos crânes l'image qu'ils veulent bien nous transmettre de ce pays. Ils dénoncent, accusent, s'indignent. Un matraquage qui finit par agresser au lieu d'informer : *L'Érythrée, Corée du Nord africaine, est l'une des dictatures les plus brutales au monde, gouvernée d'une main de fer depuis plus de vingt ans par l'ancien héros de la guerre de libération contre l'Éthiopie, Issayas Afewerki, un président alcoolique et paranoïaque qui laisse croupir une quantité de journalistes dans des prisons ou des containers en plein désert. La Constitution de 1997 n'a jamais été appliquée et le pays est devenu une véritable prison à ciel ouvert de la Corne de l'Afrique, que la jeunesse fuit en masse pour échapper notamment au service militaire à durée illimitée², obligatoire pour toutes et tous. Le chef de l'Armée, qui est chef de tout (État, Armée, Parti, Presse...), est un dictateur absolument infréquentable.* Oui, il y a deux catégories de dictateurs en politique : poids lourds et poids mouches, à savoir ceux avec lesquels la Communauté internationale ne dialogue pas, par principe, au nom des droits de l'Homme et autres nobles causes, et ceux avec lesquels c'est possible, avec lesquels elle veut bien le faire, allant même jusqu'à accepter de fermer les yeux sur certaines entorses, voire déchirures, faites à ces mêmes étendards humanistes. S'il y a pouvoir et puissance économique, effectifs ou potentiels, elle est prête à discuter avec n'importe quel mortel, fréquentable ou non, pourvu que cela rapporte. Lui rapporte bien sûr. Issayas Afewerki a été classé dans la première catégorie. Alors une question se pose : si la Communauté internationale ne veut pas dialoguer avec lui, comment parvenir autrement que par la force à faire changer les choses ? Son objectif est certainement de faire bouger la situation, sinon pourquoi dénoncer le gouvernement en place ? Pourquoi dénoncer l'absence de liberté de la presse ? Pourquoi critiquer le bafouement des droits de l'Homme ? Pourquoi s'indigner de l'hémorragie de la jeunesse érythréenne et de son arrivée, échouement devrais-je dire, voire rejet, sur les côtes européennes, si cela n'a pour fin que de simples constatations ? Par ailleurs : quel sort prévaut ? Celui de l'Érythrée ou celui des Érythréens ? Malgré le potentiel touristique et les ressources en or, argent, cuivre, zinc, potasse... – exploitées par des compagnies canadiennes, australiennes, chinoises, russe, britannique³ – le pays présenterait peu d'intérêt sur un plan économique. Les Érythréens seraient donc au cœur des préoccupations de nos institutions. Or, les mesures prises jusqu'à présent par l'Union européenne ou l'ONU révèlent davantage un penchant pour le politique ou l'économique que pour l'humain. Allez comprendre.

Bon nombre de pays économiquement puissants rêvent de voir le président érythréen quitter le pouvoir. Il ne le fera pas de son plein gré, cela va de soi, nos politiciens ne partiraient pas non plus s'il

² Le gouvernement érythréen a déclaré vouloir revenir, à partir d'octobre 2015, à l'ancienne forme de service militaire, à savoir 18 mois obligatoires et sans astreinte au-delà de cette période. Rendez-vous est pris en 2017 pour voir ce qu'il en est.

³ Sunridge Gold Corp, Nevsun Resources Ltd., Danakali Ltd., SFECCO Group, Ketina Minerals DMCC, Andiamo! Exploration Ltd. La plupart de ces compagnies se partagent ces projets avec l'ENAMCO (Eritrean National Mining Company) et possèdent 40-60% des parts.

n'y avait pas des élections ou des mandats à durée limitée non éternellement renouvelables pour leur faire quitter leurs palais. Allons-nous donc renverser Issayas Afewerki avec autant d'égards que Mouammar Kadhafi ou Hosni Moubarak ? Demandez aux Libyens et aux Égyptiens si la situation est tellement meilleure depuis que leurs anciens chefs ne sont plus à la tête de leur pays. À moins que nous ne préférions des pays décapités, afin de pouvoir poser sur le socle laissé vacant un chef choisi par nos soins et imposer ainsi aux populations, qui n'ont eu pratiquement aucun moment de répit depuis que les Européens ont mis le pied en Afrique, nos programmes, nos idées, nos manières de penser et d'agir.

Pourquoi Issayas Afewerki et ses partisans nous dérangent-ils autant ? Est-ce difficile d'accepter qu'ils veuillent diriger seuls leur pays ? Il est vrai qu'il n'y a pas si longtemps encore, les puissances coloniales transposaient leur concurrence sur le continent africain. En 1869, l'année d'ouverture du Canal de Suez, un Italien acheta le port d'Assab sur la Mer Rouge, un emplacement stratégique sur la liaison entre l'Asie et l'Europe où sont déjà positionnés les Français (ex-Djibouti) et les Britanniques (Aden). Ces derniers, voulant empêcher que leurs rivaux Français n'élargissent leur sphère d'influence, aidèrent les Italiens en 1885 à prendre Massawa, aux mains des Égyptiens depuis vingt ans. Cette même année, en l'absence de tout Africain, fut signé à Berlin l'Acte général de la Conférence africaine. La question économique est déjà prioritaire, comme le démontre l'article 1 : « Le commerce de toutes les nations jouira d'une complète liberté ». Il faut attendre l'article 6 pour les dispositions relatives à la protection des êtres humains et à la liberté religieuse. « Toutes les Puissances (...) s'engagent à veiller à la conservation des populations indigènes et à l'amélioration de leurs conditions morales et matérielles d'existence et à concourir à la suppression de l'esclavage et surtout de la traite des Noirs. » Un article qui ne sera pas plus respecté en Colonie d'Érythrée qu'ailleurs : Le scandale Livraghi, du nom du chef de la police de Massawa⁴, Dario Livraghi, n'éclata dans la presse italienne qu'en 1891⁵, révélant des arrestations arbitraires, des disparitions suspectes, des tortures ainsi que des exécutions notifiées dans le rapport officiel par la mention « exilés au-delà des frontières »⁶.

Ainsi, pendant près d'un siècle, les Érythréens subirent les décisions prises pour leur pays par des autorités extérieures : l'Italie, le Royaume-Uni, l'Éthiopie, sans oublier l'ONU.

La neutralité selon les Nations Unies

La méfiance extrême du président Issayas Afewerki à l'égard des Occidentaux, et des États-Unis en particulier, est peut-être plus fondée qu'il n'y paraît. Pourquoi devrait-il faire confiance à l'ONU, qui à plusieurs reprises s'est montrée indigne du statut d'organisation internationale au service de la paix qu'elle affiche ?

En octobre 1950, à l'occasion du cinquième anniversaire de l'ONU, le président Truman déclara : « Les Nations Unies représente une conception universelle, sachant se placer au-dessus des intérêts nationaux particuliers, ne reposant ni sur le pouvoir, ni sur le privilège, mais sur la foi. La foi des hommes en les valeurs humaines et la certitude que tous les hommes, dans tous les pays, désirent

⁴ Jusqu'en 1897, Massawa était la capitale de la Colonie d'Érythrée (1890-1941).

⁵ *I Didn't Do It for You: How the World Betrayed a Small African Nation*, Michela Wrong. Harpercollins, 2005. P.35.

⁶ *Journal de l'Ain*, 13 mars 1891.

les mêmes choses : paix et justice. »⁷ Deux mois plus tard, l'ONU se prononça sur le sort qu'elle réservait à l'Érythrée, puisque les Italiens, suite à la défaite de 1945, avaient renoncé à leur empire colonial africain. L'Érythrée devint ainsi une unité autonome, fédérée⁸ avec l'Éthiopie sous la souveraineté de l'empereur Haïlé Sélassié. Une autonomie et une identité nationale de courte durée : la Couronne éthiopienne retira très vite aux Érythréens leur drapeau, mais surtout leur langue, remplaçant officiellement le tigrinya et l'arabe par l'amharique. L'ONU n'intervint pas – certainement au nom de cette impartialité qu'évoquait le président Truman. Elle laissa l'Empereur agir selon son bon vouloir, et en 1962, alors que les soldats éthiopiens entourent le bâtiment de l'Assemblée nationale forçant ainsi les députés érythréens à « voter » à l'unanimité l'abolition de la fédération et l'annexion de leur pays par l'Éthiopie⁹, elle laisse faire. C'est la première injustice manifeste commise par l'ONU à l'égard de l'Érythrée. L'Empereur était considéré, pour reprendre les propos de Jean-François Deniau, comme un « compagnon de Londres »¹⁰ et visiblement cela ne se fait pas de remonter les bretelles à un ami, surtout lorsqu'il est à la tête d'un pays considéré déjà à l'époque comme une puissance africaine montante n'ayant pour seul défaut que celui de n'avoir aucun accès à la mer. L'abolition du système fédéral marqua ainsi le début véritable d'une lutte armée qui se tramait, comme le prouve la formation dès 1960 du Front de Libération de l'Érythrée (FLE). Issayas Afewerki, secrétaire général du Front Populaire de Libération de l'Érythrée (FPLE)¹¹ devenu héros national, fut accepté logiquement par toute la population comme président. Ainsi arriva-t-il au pouvoir.

La deuxième injustice eut lieu à l'issue de la seconde guerre Éthiopie-Érythrée (1998 à 2000), un conflit qui a fait 80 000 morts. Malgré les Accords de paix d'Alger de décembre 2000, mais surtout suite à la décision – « définitive et contraignante »¹² – de la Commission de démarcation de la frontière en avril 2002 d'attribuer à l'Érythrée certains territoires éthiopiens (dont le village de Badme), l'Éthiopie a refusé de retirer ses troupes. Elle n'a accepté la décision que « sur le principe », dans les faits, elle l'a ignorée. Les soldats éthiopiens sont – aujourd'hui encore – en territoire érythréen. L'ONU n'a jamais sanctionné cette attitude, maintenant ainsi une situation de « no peace no war » qui justifie, selon le président érythréen, un service militaire à durée indéterminée : *Le pays doit rester sur le pied de guerre car un conflit avec l'Éthiopie peut à tout moment éclater. Pourquoi ne pas le croire ? Que l'ONU fasse son travail et que l'Éthiopie se retire de la zone comme la Commission l'a ordonné ! Ce serait le moyen de conforter la décision du président Afewerki d'un retour à 18 mois de national service. Qu'est-ce qui retient l'ONU ? Pour quelle raison laisse-t-elle la situation s'enliser depuis près de quinze ans ?*

Le manque d'impartialité des Nations Unies s'est de nouveau révélé en 2014 à propos de l'embargo décidé à l'encontre de l'Érythrée par le Conseil de Sécurité de l'ONU. Un embargo sur les « armements et matériel connexe de tous types », interdisant également toute « assistance

⁷ Table ronde d'actualité internationale - 1945-2015 : 70 ans de gestion de la paix et après ?, Culturesmonde, France Culture, 8 Mai 2015. Texte intégral (en) : <http://go.usa.gov/3yUvF> (consulté le 23 juin 2015)

⁸ Cette décision de l'ONU ne sera effective qu'en 1952 alors que les Britanniques qui administrent le pays depuis 10 ans sont encore en place.

⁹ *I Didn't Do It for You: How the World Betrayed a Small African Nation*, Michela Wrong. Harpercollins, 2005. P. 182.

¹⁰ https://youtu.be/PmrQ00_rAH8?t=30m8s (consulté le 8.6.2015)

¹¹ Mouvement indépendantiste né de la scission dans les années 70 du FLE à l'origine des opérations militaires contre l'Éthiopie en 1961.

¹² Résolution adoptée par le Conseil de sécurité des Nations Unies, le 13 Avril 2002. S/2002/423. Citée dans la Résolution adoptée par le Conseil de sécurité des Nations Unies, le 14 Août 2002. S/2002/1430

www.pca-cpa.org/showfile.asp?fil_id=341

technique, formation, aide financière ou autre en rapport avec les activités militaires »¹³. Cette décision faisait suite aux affirmations du Groupe de contrôle sur la Somalie dans son rapport datant de décembre 2008, selon lequel l'Érythrée fournissait « un appui politique, financier et logistique à des groupes armés » (dont Al-Shabaab) s'employant « à saper l'effort de paix et de réconciliation en Somalie ainsi que la stabilité de la région »¹⁴. L'embargo a été reconduit chaque année et intensifié à partir de 2011. Or en 2014, le Groupe de contrôle admit qu'il « n'a pas découvert d'indice d'un appui de l'Érythrée aux Chabab »¹⁵. L'embargo subi par l'Érythrée est-il alors toujours fondé ? Dans ce même rapport, il est question également du différend frontalier opposant Djibouti et l'Érythrée depuis juin 2008. Que penser de l'attitude de l'ONU qui exige un retrait des forces érythréennes du territoire djiboutien¹⁶ alors qu'elle ne somme pas l'Éthiopie de retirer les siennes du territoire érythréen ?

Il n'est pas question ici d'excuser ou de minimiser les agissements attribués au gouvernement actuel érythréen, mais je comprends que le président Afewerki se sente lésé et qu'il voie dans les décisions de l'ONU une terrible injustice. Pourquoi voudrait-il dialoguer avec des autorités qui lui reprochent de déroger aux règles qu'elles ont posées et qu'elles-mêmes n'ont pas respectées ? Si ce président s'est autant isolé qu'on le dit, n'oublions pas que nous l'avons bien aidé ! Le « tyran sanguinaire », « le Staline d'Asmara », aurait ensuite échappé à notre contrôle. Serait-ce une première dans l'Histoire ? Qui dit qu'il nous a échappé d'ailleurs ? Sur un plan économique, l'Érythrée a peut-être peu d'intérêt, mais sur un plan géographique ? À l'heure où la lutte contre le Terrorisme est la raison donnée pour justifier n'importe quelle nouvelle attaque militaire, n'importe quel nouveau mode de surveillance de masse, laisserions-nous filer si facilement un pays à la position aussi stratégique, face au Yémen et à l'Arabie Saoudite ? Laisserions-nous passer l'occasion de contrôler 1200 kms de côte sur la Mer Rouge au moment où l'Égypte s'apprête à ouvrir un deuxième Canal de Suez¹⁷ pour augmenter, voire doubler, la circulation dans cette région ? Combien de fois a-t-on vu la Communauté internationale ne pas intervenir, puis une fois la situation jugée sans issue, le faire militairement, soit en langage diplomatique « pour rétablir la paix » ? Pourquoi le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) dans son rapport du 8 juin 2015¹⁸, qualifie-t-il, avant même d'en avoir la preuve, certaines violations de la part du gouvernement érythréen de « crimes contre l'humanité »¹⁹ ? Est-ce un effet d'annonce ? Devons-nous comprendre que l'ONU s'apprête à intervenir ? Les rapports et les articles sur l'Érythrée se succèdent, tous aussi négatifs les uns que les autres. Pourquoi la presse (hormis RFI²⁰) n'a-t-elle pas rapportée que le gouvernement érythréen

¹³ Résolution adoptée par le Conseil de sécurité des Nations Unies, le 23 décembre 2009. S/RES/1907.
[http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/1907%20\(2009\)](http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/1907%20(2009))

¹⁴ Id.

¹⁵ Rapport sur l'Érythrée établi par le Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée, le 13 octobre 2014. S/2014/727.
http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/2014/727

¹⁶ Résolution adoptée par le Conseil de sécurité des Nations Unies, le 14 janvier 2009. S/RES/1862.
[http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/1862%20\(2009\)](http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/1862%20(2009))

¹⁷ Il s'agit en réalité d'un élargissement du premier canal.

¹⁸ (en) <http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/CoIEritrea/Pages/commissioninquiryonhrinEritrea.aspx> (consulté le 24.6.2015).

¹⁹ Le 24 juin 2015, Mike Smith, président de la Commission d'enquête sur la situation des droits de l'homme en Érythrée, déclare que cette question doit faire l'objet d'une enquête pour « étayer ce constat par des preuves ».
<http://static.un.org/french/newscentre/pdf/2015/24062015Fr.pdf>

²⁰ <http://www.rfi.fr/afrique/20150125-erythree-six-journalistes-arretes-2009-liberation-rsf-misghina-yirgalem-fisseha-mebrahtu-basilios-zemo/> (consulté le 23.6.2015).

avait libéré, en mars 2013 et en janvier 2015, plusieurs de ses journalistes emprisonnés ? Un événement que Reporters Sans Frontières qualifia pourtant d'« exceptionnel »²¹. Les médias en général couvrent plus qu'il ne faut de tels événements. Cette fois-ci : silence radio. Est-ce parce qu'il n'existe aucune image de ces libérations ? Pas de vidéo, pas même une photo. Une information sans support visuel n'en serait-elle donc plus une ? Dommage d'avoir ignoré ce que l'on pourrait considérer comme un geste d'ouverture de la part du président Afewerki. Il lui est sans cesse reproché de ne céder sur aucune exigence de RSF ou de l'ONU, mais quand il le fait, personne ne prend la peine de le relever. Pourquoi ? De même, pourquoi taire les progrès faits notamment dans le domaine de la santé ? Pourquoi personne ne dit jamais que l'Érythrée est sur le point d'atteindre les points 4, 5 et 6 des Objectifs du Millénaire pour le Développement²² adoptés par les Nations Unies (à savoir la réduction de la mortalité infantile, l'amélioration de la santé maternelle et le combat contre le VIH/Sida, le paludisme et d'autres maladies) ? Les bonnes nouvelles ne feraient-elles pas recette ? N'y a-t-il pas de lecteurs pour de telles informations ou sommes-nous incapables de reconnaître que le gouvernement en place peut accomplir aussi de bonnes choses ?

La politique migratoire de l'Union européenne

Si on ne parle pas de l'Érythrée, on parle beaucoup des Érythréens : de ceux kidnappés et torturés dans le désert du Sinaï²³, de ceux mourant, ou secourus, en Méditerranée, de ceux des campements de Calais ou de la station de métro parisienne La Chapelle évacués le 2 juin, et enfin de ceux qui, étant parvenu à rejoindre Israël, doivent désormais choisir entre rester dans ce pays, mais en prison, ou retourner en Érythrée avec 3500 dollars en poche²⁴... Libre à eux de choisir leur prison, voilà l'offre alléchante faite par un État démocratique. Mais qui sont ces Érythréens qui fuient ? La presse relate que 5000 à 10000 Érythréens passeraient la frontière tous les mois. Quel âge ont-ils ? D'où viennent-ils ? De quelle classe sociale sont-ils issus ? Fuir le pays coûte très cher et compte tenu du salaire moyen d'un Érythréen, ce n'est pas celui qui fuit qui peut payer. Il faut certainement un soutien de la diaspora et tout le monde n'a pas ce lien-là, même à Asmara. Qui paye donc pour eux ? Qui et comment payent-ils ? Et que savons-nous sur ceux qui payent pour eux ?

Les Érythréens, qu'ils vivent en Érythrée ou à l'étranger, semblent très attachés à leur terre. Cela concerne également la génération qui n'a pas combattu pour la libération du pays, celle qui n'a connu que les armes du service militaire et non celles de la guerre. En partant, c'est leurs racines qu'ils arrachent. Pourquoi fuient-ils alors ? Et que fuient-ils ? Leur pays ou leurs conditions de vie ? Est-ce pour des raisons politiques, économiques, personnelles ? Sont-ils en fuite ou bien en quête de quelque chose ? Leur motivation est-elle derrière ou devant eux ? Pour le comprendre, il faut prendre le temps de réfléchir à l'échelle de l'individu et non d'un peuple ou d'une communauté. L'Histoire de l'Érythrée est encore profondément ancrée dans l'histoire de chaque Érythréen. Mais ce n'est pas le manque de recul qui freine notre compréhension, c'est le manque de temps : l'info en 140 caractères est devenue la norme d'un monde qui ne prend plus le temps de rien, pas plus au

²¹ <http://fr.rsf.org/erythree-six-journalistes-erythreens-22-01-2015,47529.html> (consulté le 23.6.2015).

²² <http://www.un.org/fr/millenniumgoals/>

²³ *Voyage en barbarie*, un documentaire de Delphine Delloget et Cécile Allegra (2014)

<http://replay.publicsenat.fr/vod/documentaire/voyage-en-barbarie/161944> (consulté le 8.6.2015)

²⁴ <http://www.afrik.com/immigration-en-israel-c-est-rentre-chez-soi-avec-3500-dollars-ou-la-prison> (consulté le 8.6.2015)

quotidien, qu'en politique ou dans l'humanitaire. Prendre le temps est associé à tort à la lenteur, or dans le monde qui est le nôtre, il faut être efficace, réagir au plus vite, être le premier, et surtout marquer les esprits. Le travail de dentellière reste celui des chercheurs, des écrivains et des traducteurs. La plupart du temps chez les journalistes et les politiques, c'est : je like, je forward, je retweet. Les comptes se règlent en direct pour impressionner les followers-électeurs.

Quand nos dirigeants vont-ils enfin prendre le temps de réfléchir à la question des Migrants au travers d'un filtre humain et non économique ? Même si elle vient d'être abandonnée, la proposition d'introduire des « quotas » obligatoires, renommés « clé de répartition », est symptomatique d'une déshumanisation de nos institutions. Son remplacement par un volontariat contraignant n'y change rien : les demandeurs d'asile restent un gâteau à partager. Des chiffres, voilà ce qu'ils sont devenus. Aujourd'hui 40 000. Et demain ? Va-t-on leur attribuer un numéro pour mieux organiser l'appel ou y aura-t-il une rampe de tri ? Peu importe où se trouvent la famille ou les amis qu'ils veulent rejoindre, peu importe les aspects culturels, ils iront où il aura été décidé qu'ils iraient. Bien beau qu'on leur offre à manger, ils ne vont tout de même pas choisir leur plat ! Et que vont devenir ceux qui seront accueillis « volontairement » sur des terres ouvertement hostiles ?

La dimension humaine n'est pas une priorité, ce n'est pas nouveau, sinon une opération de sauvetage (Mare Nostrum) n'aurait pas été remplacée par une mission de contrôle des frontières (Opération Triton). Le porte-parole de Frontex l'aurait dit lui-même à propos de l'Opération Triton : « Ce n'est pas une mission humanitaire ». On ne peut être plus clair. La zone d'action de Triton n'incluait²⁵ pas celle où il s'avérait que les Migrants se noyaient principalement. Une manière de laisser mourir les hommes devant la porte de l'Union européenne, parce que devant sa porte, ce n'est pas encore chez elle et qu'elle n'est donc pas responsable de leur mort. Pas étonnant que le nombre de cadavres en Méditerranée ait augmenté. Car si l'opération italienne Mare Nostrum est née à la suite de la catastrophe d'octobre 2013, les efforts de l'Union européenne au lendemain de celle d'avril 2015 à trouver une solution afin que les Migrants ne viennent plus chez nous, qu'ils restent chez eux et n'en sortent pas, sont pour le moins déroutants. L'Union européenne souhaite en fin de compte que les dictatures soient plus efficaces qu'elles ne le sont. Et pour manifester son penchant humanitaire, elle enverra des navires de guerre pour entraver le commerce des passeurs. Dans le cas de l'Érythrée, une solution a été trouvée. Toujours la même, la plus simple, la moins pérenne. Selon Reporters sans frontières, le Fonds européen pour le développement débloquera 312 millions d'euros pour l'Érythrée²⁶. Cette solution ne fait que repousser le problème. L'argent a des limites, parce que l'être humain a celles de sa conscience qu'il peut tôt ou tard avoir mauvaise. L'argent n'est qu'un outil politique. La Cimade (Comité Inter-Mouvements Auprès Des Évacués)²⁷ ne cesse de le répéter : la politique migratoire de l'Union européenne, basée sur la surveillance et le contrôle, ne fait que rendre plus périlleuse la traversée des Migrants qui prennent de plus en plus de risques pour échapper aux espaces contrôlés, et qui payent pour cela de plus en plus cher²⁸. Mais cela ne les arrêtera pas. Pourquoi donc s'obstiner à construire des murs ? Joseph Fort Newton aurait

²⁵ La Commission européenne a annoncé tripler le budget de l'opération Triton menée par Frontex ainsi qu'élargir sa zone d'action. Budget alloué et zone d'action seront donc désormais les mêmes que pour Mare Nostrum. Le but de la mission restera cependant bien différent de celui de sa prédécesseure.

²⁶ <http://fr.rsf.org/erythre-l-union-europeenne-sur-le-point-de-28-04-2015,47813.html> (consulté le 8.6.2015)

²⁷ La mission de la Cimade aujourd'hui consiste à accueillir, orienter et défendre les personnes étrangères, les demandeurs d'asile et les réfugiés. <http://www.lacimade.org>

²⁸ *Traversée interdite ! Les harragas face à l'Europe forteresse*, de Virginie Lydie. Editions le passager clandestin, 2010. P.11.

dit que « les gens se sentent seuls parce qu'ils construisent des murs au lieu de ponts. »²⁹

J'ajouterais : ...alors qu'un mur construit au bord d'une rivière pour éviter d'y tomber, pourrait devenir – en tombant – un pont pour la traverser.

Écueil ou accueil ?

Encore une fois : quand allons-nous cesser de penser en termes de territoires à conquérir, de ressources à exploiter, de populations à asservir, pour revenir à une compréhension empathique du monde ? Si quelqu'un éprouve le besoin irrésistible de s'enfuir, tout l'or du monde ne suffit ni à le raisonner ni à l'en empêcher : Érythréens, Éthiopiens, Syriens... ils partiront quand même, car la vie est mouvement. Pourquoi y a-t-il dans les prisons des cours pour la promenade, si ce n'est pour répondre aux besoins fondamentaux de l'Homme ? Si vous souhaitez le rendre fou, continuez de construire des murs, continuez de poser des interdictions, car ce n'est pas tant le fait de ne pas sortir qui aliène, mais l'idée même de ne pas avoir la possibilité de le faire, de n'en avoir pas le droit, que ce soit défendu. Tant que l'on continuera à préférer la guerre au dialogue, les Migrants viendront vers nous comme pour nous rappeler les conséquences de nos décisions et des politiques étrangères et internationales que nous menons et avons menées. Au lieu de financer une politique sécuritaire et nous barricader dans nos châteaux, préparons-nous à recevoir ces femmes et ces hommes qui ne cesseront jamais de venir vers nous pour demander l'asile. Car lorsqu'un être se sent mourir quelque part, devenir fou, quand il a la sensation d'étouffer dans un lieu où les perspectives d'un avenir lumineux semblent s'éteindre les unes après les autres, il tente le tout pour le tout pour échapper à ce destin-là. Mur ou pas mur, danger ou pas. Quitte à mourir, autant que cela ait lieu en tentant d'échapper à la mort qu'il sentait monter en lui.

Accueillir les Migrants, c'est leur donner un lieu où exister, c'est les reconnaître en tant qu'individus, c'est leur redonner une identité, leur permettre de quitter leur statut de « masse » indifférenciée, une image dont se servent les discours xénophobes pour faire peur. Les Migrants ne sont pas un « danger important », ce ne sont pas des envahisseurs. Ils sont plus nombreux à arriver par la mer parce que nous avons bloqué les frontières terrestres, et leur nombre augmente parce que la population mondiale augmente, mais proportionnellement cela n'a rien d'une invasion barbare. Ils ne parlent peut-être pas encore notre langue, mais la plupart d'entre eux ont une formation professionnelle, ils pourraient apporter leur savoir à nos sociétés vieillissantes. Combien de temps nos politiciens préféreront-ils séduire l'opinion publique que s'opposer sans équivoque aux discours nationalistes ? Nous avons les moyens de subvenir aux besoins des Migrants, car nous trouvons toujours une solution quand il s'agit de servir nos intérêts. Et il est de notre intérêt de les accueillir. N'attendons pas qu'ils ne soient plus capables de faire quoi que ce soit, une fois brisés par l'absurdité de nos bureaucraties.

*Merci à tous ceux qui ont pris le temps
de lire différentes versions de ce texte
et de me faire des retours.*

²⁹ <http://www.books.fr/newton-hors-les-murs/> (consulté le 8.6.2015)

Für eine Bewusstwerdung. Das Beispiel Eritrea.

Von Magali Jourdan • 8. Juni 2015 • Aktualisiert 3. Juli 2015

Aus dem Französischen übertragen von Magali Jourdan und Mathilde Sobottke

*Was macht man als Krüppel in der Welt? Und nun zur endgültigen
Auswanderung gezwungen! Denn ich werde nie wieder
zurückkehren mit all diesen Geschichten – ein Glück,
wenn ich von hier übers Meer oder über Land
wegkomme, und ins Ausland gelange.*

Arthur Rimbaud • Marseille, den 24. Juni 1891

Ich hatte das Glück nach Eritrea zu reisen, um vor Ort die Arbeit der *partners* (der Entwicklungshelfer) zu beobachten. Und zwar gleich vier Mal, zwischen Januar 2013 und Mai 2014. Während dieser Aufenthalte musste ich feststellen, dass die Kluft zwischen dem Bild, das ich mir im Vorfeld durch verschiedene Lektüren gemacht hatte, und der Situation, die sich mir vor Ort bot, enorm war. Mein Einblick in das Land Eritrea beschränkt sich weitgehend auf die Hauptstadt Asmara, doch die von den eritreischen Behörden ausgestellten *travel permits* ermöglichten es mir auch, landeinwärts nach Massawa, Keren und Segeneiti zu reisen. Am 21. Januar 2013, dem Tage des „Putschversuchs“ oder „unbedeutenden Vorfalls“, wie er hier und dort bezeichnet wurde, war ich auch in Asmara.

Das Beispiel Eritrea, ein Staat der 1993, nach dreißig Jahren bewaffnetem Kampf gegen Äthiopien (1961-1991), seine offizielle Unabhängigkeit erlangte, eignet sich besonders gut, um vor dem Hintergrunde der Kolonisierung Afrikas eine gewisse Inkohärenz aufzuzeigen, sei es die der UNO, der europäischen Migrationspolitik oder der Medien. Das Land am Horn von Afrika dient hier also als Vorwand, um unsere Welt zu denunzieren, die auf ihrer Suche nach Macht die Hauptsache vergisst: die Menschen und die Menschlichkeit. Die Chartas vieler pazifistischer Organisationen und Verfassungen der sogenannten demokratischen Länder nennen als wesentliches Ziel die „Haltung“ und „Konsolidierung des Friedens“. Doch die schönen Reden, die überall auf der Welt vor laufenden Kameras gehalten werden, zielen im Endeffekt nur darauf ab, das Gewissen aktueller Machthaber zu beruhigen. Aber haben sie das eigentlich noch? Ihre Positionen schulden diese nämlich eben den Konflikten, die hier und da entbrennen, aber vor allem dort, wo sie nicht leben, und wenn sie die Unruhen nicht gar selbst auslösen, so verbünden sie sich doch gern mit ihren Initiatoren. Sie fixieren künstlich die extrem schwache Situation gewisser Ländern, und somit ihrer Bevölkerung, und halten sie so in Abhängigkeit, meist zu rein persönlichen und wirtschaftlichen Zwecken. Jeder weiß es, doch keiner steigt aus dem Spiel aus: Lieber noch einmal ein Stück vom Kuchen abbekommen!

Wer interessiert sich für Eritrea? Ein paar Journalisten und Forscher, vor allem aber die UNO, die Berichte und anfechtbare Entscheidungen zu Eritrea anhäuft. Wer spricht darüber? In den letzten Wochen verbreiten die Medien Artikel und Reportagen über dieses über lange Zeit ignorierte Land und die Migranten, Asylbewerber und Flüchtlinge¹ sind ein häufig aufgegriffenes Thema: Sie sterben

¹ Diese drei Begriffe werden der Einfachheit halber im Fortgang des Textes als „Migranten“ bezeichnet. In den Medien werden diese Begriffe oft zu Unrecht als Synonyme verwendet. Mehr dazu: <http://www.br.de/fernsehen/ard-alpha/sendungen/punkt/syrien-fluechtling-asylbewerber-100.html>

in der Wüste oder im Meer, Opfer unter anderem der EU-Migrationspolitik. Kann dieses Rampenlicht ihr Schicksal verbessern? Oder ist es nur voyeuristisch? Eine Situation durch das Schlüsselloch zu beobachten wirkt minimisierend. Und doch ist es das, was die meisten Leute tun, wenn sie Artikel oder Berichte über Eritrea schreiben – sie bleiben auf der anderen Seite.

„Niemand spricht darüber.“

Zu diesem Schluss kommt früher oder später jeder, der sich zu Eritrea äußert. Es gibt weder Diskussionen noch Debatten zu diesem Thema. Die Medien trichtern uns vielmehr ihr propagandistisches Bild ein und greifen dabei auf Kommunikationsmethoden zurück, die sich wenig von solchen unterscheiden, die sie selbst beanstanden. Sie denunzieren, beschuldigen, empören sich. Eine Dauerberieselung, die wie ein Angriff und nicht wie Information wirkt: *Eritrea, das afrikanische Nordkorea, gehört zu den repressivsten Diktaturen der Welt. Seit über zwanzig Jahren regiert hier mit eiserner Hand der ehemalige Nationalheld des Unabhängigkeitskampfes gegen Äthiopien, Isaias Afewerki, ein paranoider und alkoholsüchtiger Präsident, der Massen von Journalisten in Gefängnissen oder Frachtcontainern mitten in der Wüste dahingevegetieren lässt. Die 1997 verabschiedete Staatsverfassung wurde nie in die Praxis umgesetzt und das Land am Horn von Afrika ist zu einem wahren Freiluftgefängnis geworden, aus dem viele junge Leute flüchten, insbesondere um dem für alle und jeden obligatorischen, unbefristeten² Militärdienst zu entkommen. Der Chef der Armee ist der Chef über alles (Staat, Armee, Partei, Presse...) und ein absolut geächteter Diktator.* In der Politik gibt es zwei Kategorien von Diktatoren: Superschwergewichte und Halbfliegengewichte. Einerseits diejenigen, mit welchen die internationale Gemeinschaft sich weigert, zu verhandeln, sei es aus Prinzip, im Namen der Menschenrechte oder aus anderen edlen Gründen heraus, andererseits diejenigen, mit denen es möglich ist, mit denen sie sich dazu bereit zeigt, wobei sie sogar so weit geht, die Augen vor gewissen Verletzungen oder Missachtungen humanistischer Wahrzeichen zu verschließen. Gibt es die Aussicht auf politische und wirtschaftliche Macht, sei sie effektiv oder potentiell, zeigt sich die internationale Gemeinschaft diskussionsbereit, egal mit wem, ob achtbar oder nicht, vorausgesetzt natürlich, es ist lukrativ – und zwar für sie. Isaias Afewerki würde man wohl der ersten Kategorie zuordnen. Und wenn die internationale Gemeinschaft den Dialog mit ihm nicht will, dann stellt sich die Frage, wie sich eine solche Situation anders als mit Gewalt lösen lässt. Ihr Ziel muss wohl sein, die Situation zu ändern. Warum sonst würde sie die aktuelle Regierung denunzieren? Oder die fehlende Pressefreiheit? Warum sonst würde sie die systematische Missachtung der Menschenrechte kritisieren? Und warum sollte sie sich über die Massenflucht der eritreischen Jugend empören, über ihre Ankunft in Europa, oder vielmehr ihre Strandung oder ihr Angespültwerden an den europäischen Küsten, wenn der einzige Zweck die bloße Feststellung desselben Phänomens ist?

Was hat mehr Gewicht? Das Schicksal Eritreas oder das Schicksal der Eritreer? Trotz seines touristischen Potentials und seiner natürlichen Ressourcen an Gold, Silber, Kupfer, Zink oder Pottasche, die von kanadischen, australischen, chinesischen, russischen und britannischen Firmen³ erschlossen werden, ist das Land aus wirtschaftlicher Sicht offenbar von wenig Interesse. Die Eritreer

² „Die eritreische Regierung hat (...) erklärt, dass sie ab Oktober 2015 zur alten Praxis von 18 Monaten reinen Militärdienstes zurückkehren wolle und dass es darüber hinaus keine weitere Dienstverpflichtung geben werde.“ (15.04.2015 – Deutscher Bundestag, 18. Wahlperiode, <http://dip21.bundestag.de/dip21/btd/18/046/1804609.pdf>). Man wird erst 2017 überprüfen können, ob die Regierung sich an diese Ankündigung hält.

³ Sunridge Gold Corp, Nevsun Resources Ltd., Danakali Ltd., SFECO Group, Ketina Minerals DMCC, Andiamo! Exploration Ltd. Die meisten Firmen betreiben diese Projekte in Zusammenarbeit mit ENAMCO (Eritrean National Mining Company), wobei sie daran 40-60% Anteil haben.

selbst sind also das Anliegen unserer Institutionen. Nun zeigen die Maßnahmen, die die Europäische Union oder die UNO bisher getroffen haben jedoch eher politische und wirtschaftliche als menschliche Interessen auf. Das muss man erst mal verstehen.

Viele wirtschaftlich mächtige Länder träumen davon, dass der eritreische Präsident sein Amt niederlegt. Es versteht sich von selbst, dass er dies nicht freiwillig tun wird, unsere Politiker würden auch nicht abdanken, wenn es keine Wahlen oder befristete, nicht unendlich erneuerbare Mandate gäbe, mit denen man sie von ihrem Palast herunterholen kann. Werden wir Isaias Afewerki mit ebensoviel Rücksicht stürzen wie Muammar al-Gaddafi oder Husni Mubarak? Fragen Sie mal die Libyer oder Ägypter, ob die Situation so viel besser ist, seitdem ihre ehemaligen Chefs nicht mehr an der Spitze des Landes stehen. Es sei denn, wir haben eine Vorliebe für ein enthauptetes Land, um unser eigens erwähltes Oberhaupt auf den leerstehenden Sockel zu stellen und somit der Bevölkerung unsere Programme, Ideen, Denk- und Handlungsweisen aufzuzwingen, die seitdem die Europäer den afrikanischen Kontinent betreten haben, ohnehin kaum eine Verschnaufpause hatten. Warum stören wir uns so an Afewerki und seinen Anhängern? Ist es so schwierig zu akzeptieren, dass sie ihr Land allein regieren wollen? Es ist nicht so lange her, dass die kolonialen Mächte ihre Konkurrenzsituationen auf den afrikanischen Kontinent übertragen haben. Als im Jahre 1869 der Suezkanal eröffnet wurde, erwarb ein Italiener den Hafen Assab am Roten Meer, einen strategisch wichtigen Standort, der auf dem Seeweg zwischen Asien und Europa liegt, und um den sich schon die Franzosen (Ex-Dschibuti) und Briten (Aden) positioniert hatten. Letztere wollten ihre französischen Rivalen daran hindern, ihren Einflussbereich auszudehnen und halfen 1885 den Italiener dabei, Massawa einzunehmen, das seit zwanzig Jahren in den Händen der Ägypter war. Im selben Jahr wurde bei der Afrika-Konferenz in Berlin die General-Akte unterschrieben, ohne dass dabei ein einziger Afrikaner zugegen war. Schon damals war die wirtschaftliche Frage Priorität, wie es der Artikel 1 zeigt: „Der Handel aller Nationen soll vollständige Freiheit genießen.“ Erst der Artikel 6 thematisiert die Bestimmungen hinsichtlich des Schutzes der Menschen und hinsichtlich der religiösen Freiheit. „Alle Mächte (...) verpflichten sich, die Erhaltung der eingeborenen Bevölkerung und die Verbesserung ihrer sittlichen und materiellen Lebenslage zu überwachen und an der Unterdrückung der Sklaverei und insbesondere des Negerhandels mitzuwirken.“ Der Artikel wurde in der Kolonie Eritrea nicht mehr respektiert als anderswo. So bahnte sich der Livraghi-Skandal⁴, so benannt nach dem Polizeichef von Massawa⁵ Dario Livraghi erst 1891 einen Weg in die italienische Presse und deckte willkürliche Verhaftungen, seltsame Fälle von verschwundenen Personen, Folter und Erschießungen auf, die in offiziellen Berichten mit dem Vermerk „des Landes verwiesen“⁶ verzeichnet wurden.

Etwa ein Jahrhundert lang erlitten die Eritreer die Entscheidungen von ausländischen Autoritäten: Italien, das Vereinigte Königreich, Äthiopien und die UNO.

Die Neutralität im Sinne der UNO

Das extreme Misstrauen des Präsidenten Isaias Afewerki den Westmächten und vor allem den Vereinigten Staaten gegenüber ist vielleicht fundierter als es scheint. Warum sollte er einer UNO vertrauen, die sich mehrmals des Status einer internationalen Organisation für den Frieden, den sie wie ein Aushängeschild vor sich trägt, unwürdig gezeigt hat?

⁴ *I Didn't Do It for You: How the World Betrayed a Small African Nation*, Michela Wrong. Harpercollins, 2005. S. 35.

⁵ Bis 1897 war Massawa die Hauptstadt der Kolonie Eritrea (1890-1941).

⁶ Aus der französischen Tageszeitung *Journal de l'Ain* vom 13. März 1891.

Im Oktober 1950, anlässlich des 5. Geburtstages der UNO, erklärte Präsidenten Truman, dass „die Vereinten Nationen die Idee einer universellen Moral verkörpern, die den nationalen Einzelinteressen übergeordnet ist. Ihr Fundament ist nicht Macht oder Recht; ihr Fundament ist Vertrauen. Sie beruht auf dem Vertrauen in menschliche Werte, auf der Überzeugung, dass in jedem Land Menschen die gleichen hohen Ideale hegen und die gleichen Ziele im Hinblick auf Frieden und Gerechtigkeit anstreben.“⁷

Zwei Monate später nahm die UNO Stellung zur Zukunft Eritreas, denn nach der Kapitulation 1945 hatte Italien sein afrikanisches Kolonialreich aufgegeben. Eritrea wurde zu einer autonomen Einheit in Föderation⁸ mit Äthiopien und fiel unter die Herrschaft des Kaisers Haile Selassie. Eine nationale Autonomie und Identität von kurzer Dauer: Die äthiopische Krone beraubte die Eritreer ihrer Flagge, doch vor allem ihrer Sprache. Die tigrinische und arabische Sprache wurde offiziell durch das Amharische ersetzt. Auch da griff die UNO nicht ein – sicher im Namen der Unparteilichkeit, an die der Präsident Truman erinnert hatte. Sie ließ den Kaiser nach seinem Belieben handeln und als das Parlamentsgebäude im Jahre 1962 von äthiopischen Soldaten umringt und die eritreischen Parlamentarier gezwungen wurden, einstimmig die Abschaffung der Föderation und die Annektierung ihres Landes durch Äthiopien zu „beschließen“⁹, ließ die UNO es geschehen. Das ist die erste offenkundige Ungerechtigkeit Eritrea gegenüber. Der Kaiser galt als Freund der Alliierten und Verbündeter Londons¹⁰, und offenbar gehörte es sich nicht, einem Freund mal ordentlich den Kopf zu waschen, vor allem dann nicht, wenn er an der Spitze eines Landes steht, das schon damals als aufsteigende afrikanische Kraft galt, deren einzige Schwachstelle darin besteht, dass es ein Binnenstaat ist. Die Abschaffung der Föderation Eritreas war das ausschlaggebende Moment für den Unabhängigkeitskrieg, der sich schon vorher abzeichnete, wie es die Gründung der Eritreischen Befreiungsfront (ELF) in 1960 zeigt. Die logische Folge konnte nur sein, dass die ganze Bevölkerung den Generalsekretäre der Eritreischen Volksbefreiungsfront (EPLF)¹¹, Isaias Afewerki, der sich im Krieg als Held hervorgetan hatte, als Präsidenten akzeptierte. So gelangte er an die Macht.

Die zweite Ungerechtigkeit fand Ende des Zweiten Eritrea-Äthiopien-Krieges statt (1998-2000), ein Konflikt, der 80.000 Opfer forderte. Trotz des im Dezember 2000 unterzeichneten Algier-Abkommens, aber vor allem infolge der „endgültigen und bindenden“ Entscheidung¹² der EEBC-Grenzkommision im April 2002, einige äthiopische Gebiete Eritrea zuzuerkennen (inklusive das Dorf Badme), weigerte sich Äthiopien, seine Truppen zurückzuziehen. Es stimmte der Entscheidung nur „prinzipiell“ zu, in der Realität ignorierte es sie. Auch heute noch sind äthiopische Soldaten in eritreischen Gebieten stationiert. Die UNO hat dieses Verhalten nie sanktioniert und damit den Zustand von „No peace no war“ aufrecht erhalten, der laut des eritreischen Präsidenten den

⁷ „The United Nations represents the idea of a universal morality, superior to the interests of individual nations. Its foundation does not rest upon power or privilege; it rests upon faith. They rest upon the faith of men in human values upon the belief that men in every land hold the same high ideals and strive toward the same goals for peace and justice.“
<http://go.usa.gov/3yUvF>

⁸ Diese Entscheidung der UNO tritt jedoch erst 1952 in Kraft, zu einem Zeitpunkt, als die Briten, die das Land seit 10 Jahren verwalten (Schlacht von Keren, 1941), noch vor Ort waren.

⁹ *I Didn't Do It for You: How the World Betrayed a Small African Nation*, Michela Wrong. Harpercollins, 2005. S.182.

¹⁰ Jean-François Deniau (u.a. ehemaliger EU-Kommissar, frz. Minister) in: https://youtu.be/PmrQ00_rAH8?t=30m8s

¹¹ Sie spaltete sich 1970 von der ELF ab, die 1961 anfang, militärisch gegen Äthiopien vorzugehen.

¹² Resolution 423 des Sicherheitsrats der Vereinten Nationen vom 13. April 2002. S/2002/423. Zitiert in der Resolution 1430 des Sicherheitsrats der Vereinten Nationen vom 14. August 2002.
http://www.un.org/depts/german/sr/sr_02-03/sr1430.pdf

unbefristeten Militärdienst legitimiert: *Das Land muss Gewehr bei Fuß stehen, denn ein Krieg mit Äthiopien kann jederzeit ausbrechen*. Warum sollten wir ihm keinen Glauben schenken? Sollte die UNO doch ihre Arbeit tun und Äthiopien sich aus diesen Gebieten zurückziehen, so wie die Grenzkommission es angeordnet hat! Es wäre ein Weg, den Präsidenten Afewerki in seiner Entscheidung zu bestärken, zu einem 18-monatigen *national service* zurückzukehren. Was hält die UNO zurück? Aus welchem Grund lässt sie seit nahezu 15 Jahren die Situation stagnieren?

Im Jahre 2014 stellte sich die mangelnde Unparteilichkeit der UNO erneut heraus, als der UN-Sicherheitsrat gegen Eritrea ein Embargo für „Rüstungsgüter und sonstiges Wehrmaterial jeder Art“ beschloss, das ebenfalls die „Bereitstellung von technischer Hilfe, Ausbildung, finanzieller und anderer Hilfe im Zusammenhang mit den militärischen Aktivitäten“¹³ verbot. Dieser Beschluss war die Folge eines Berichts der UN-Kontrollgruppe für Somalia vom Dezember 2008, der behauptete, dass Eritrea „bewaffneten Gruppen, die den Frieden und die Aussöhnung in Somalia und die regionale Stabilität untergraben (darunter Al-Shabaab) politische, finanzielle und logistische Unterstützung“¹⁴ gewährte. Das Waffenembargo wurde jedes Jahr erneuert und ab 2011 verschärft. In 2014 gestand die UN-Kontrollgruppe jedoch zu: „Die Überwachungsgruppe konnte nicht beweisen, dass Eritrea Al-Shabaab Unterstützung gewährt“¹⁵. Ist das Embargo gegen Eritrea heute noch begründet? In eben diesem Bericht geht es auch um die seit Juni 2008 andauernden Grenzstreitigkeiten zwischen Eritrea und Dschibuti. Was ist in diesen Zusammenhang von der Forderung der UNO zu halten, die verlangt, die Eritreer sollten ihre Streitkräfte aus Dschibuti zurückziehen¹⁶, während Äthiopien nicht zum Abzug seiner Truppen aus eritreischen Gebieten aufgefordert wird.

Es handelt sich weder darum, die Machenschaften, die der aktuellen eritreischen Regierung zugeschrieben werden, zu entschuldigen noch sie herunterzuspielen, aber es ist nachvollziehbar, dass der Präsident Afewerki sich benachteiligt fühlt und die Entscheidungen der UNO als schreckliche Ungerechtigkeit erlebt. Warum sollte er sich zu einem Dialog mit Autoritäten bereiterklären, die ihm vorwerfen, gegen Regeln zu verstoßen, die sie selbst festlegten aber nicht eingehalten haben? Wenn dieser Präsident sich so ins Abseits manövriert hat, sollte man nicht vergessen, dass wir dabei ordentlich nachgeholfen haben! Der „blutige Tyrann“, der „Stalin aus Asmara“, hat sich unserer Kontrolle entzogen. Wäre das eine Premiere? Und wer sagt überhaupt, dass er uns entkommen ist? Aus wirtschaftlicher Sicht ist Eritrea vielleicht von wenig Interesse, aber gilt das auch aus geographischer Sicht? Würden wir im Zeitalter, wo der Kampf gegen den Terrorismus als Rechtfertigung für jeden x-beliebigen militärischen Angriff, für jede neue Methode zur Massenüberwachung, vorgebracht wird, so einfach auf ein Land mit einer strategisch so wichtigen Lage, Jemen und Saudi Arabien gegenüber, verzichten? Würden wir die Gelegenheit vorbeiziehen lassen, 1200 km Küstenland am Roten Meer unter unsere Kontrolle zu bringen, jetzt wo Ägypten im Begriff ist, einen zweiten Suezkanal¹⁷ zu errichten, um den Schiffsverkehr auszubauen bzw. zu verdoppeln? Wie oft hat man dabei zusehen müssen, dass die internationale Gemeinschaft erst dann militärisch eingreift, wenn die Situation als rettungslos gilt; ein militärischer Eingriff, der in der

¹³ Resolution 1907 des Sicherheitsrats der Vereinten Nationen vom 23. Dezember 2009. S/RES/1907.

http://www.un.org/depts/german/sr/sr_09-10/sr1907.pdf

¹⁴ id.

¹⁵ „The Monitoring Group has found no evidence of Eritrean support to Al-Shabaab (...)“ in S/2014/727.

http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2014/727

¹⁶ Resolution 1862 des Sicherheitsrats der Vereinten Nationen vom 14. Januar 2009. S/RES/1862

http://www.un.org/depts/german/sr/sr_08-09/sr1862.pdf

¹⁷ Es handelt sich genau genommen um den Ausbau des ersten Kanals.

Sprache der Diplomatie als „Wiederherstellung des Friedens“ bezeichnet wird. Warum bezeichnet der Hohe Flüchtlingskommissar der Vereinten Nationen (UNHCR) in seinem Bericht vom 8. Juni 2015¹⁸ ohne jegliche Beweise gewisse Rechtsverstöße der eritreischen Regierung als „Verbrechen gegen die Menschlichkeit“¹⁹? Soll es Signalwirkung haben? Soll es uns zu verstehen geben, dass die UNO sich darauf vorbereitet, einzugreifen? Es häufen sich negative Berichterstattungen zu Eritrea. Warum berichtete die Presse (mit Ausnahme von RFI²⁰) nicht darüber, dass die eritreische Regierung im März 2013 und im Januar 2015 mehrere Journalisten aus der Haft entlassen hat? Ein Ereignis, das der französische Zweig von Reporter ohne Grenzen als „außergewöhnlich“²¹ bezeichnet hat. Meist berichten die Medien ausgiebig über solche Ereignisse. In diesem Fall jedoch: absolute Funkstille. Warum? Weil es kein Bild von diesen Entlassungen gibt? Kein Video, nicht einmal ein Foto? Gilt eine Information nicht mehr als solche, wenn sie nicht illustriert werden kann? Schade, dass die Journalisten dieses Ereignis ignorierten, das als Zeichen der Öffnung von Afewerki gelten könnte. Man wirft ihm immer wieder vor, dass er den Forderungen der UNO oder von Reporter ohne Grenzen nicht nachgibt, und wenn er es einmal tut, nimmt es niemand wahr. Warum? Warum ignoriert man die Fortschritte des Landes auf dem Gebiet der Gesundheit? Warum berichtet niemand darüber, dass Eritrea gute Chancen hat, die Punkte 4, 5 und 6 der Millennium-Entwicklungsziele²² der UNO zu erreichen (Senkung der Kindersterblichkeit, Verbesserung der Gesundheitsversorgung der Mütter und Bekämpfung von HIV/Aids, Malaria und anderen schweren Krankheiten)? Verkaufen sich gute Nachrichten nicht, interessiert sich der Leser nicht dafür oder sind wir unfähig zuzugeben, dass diese Regierung auch Gutes vollbringen kann?

Die Migrationspolitik der Europäischen Union

Man spricht nicht über Eritrea, aber man spricht viel über die Eritreer, und zwar über diejenigen, die in der Wüste Sinai gekidnappt und gefoltert wurden²³, über diejenigen, die im Mittelmeer ertranken oder dort gerettet wurden, über diejenigen, die in den am 2. Juni geräumten Lagern in Calais und Paris lebten und über diejenigen, die es bis nach Israel geschafft haben und jetzt entscheiden müssen, ob sie in einem Staat bleiben, wo sie ins Gefängnis müssen oder mit 3500 Dollar in der Tasche nach Eritrea zurückkehren²⁴... Sie haben die Freiheit, ihr Gefängnis zu wählen. Das ist das verlockende Angebot eines demokratischen Staates. Aber wer sind diese Eritreer, die flüchten? Die Presse berichtet, dass 5.000 bis 10.000 Eritreer pro Monat die Grenzen überschreiten. Wie alt sind sie? Woher kommen Sie? Aus welcher Gesellschaftsschicht stammen sie? Das Land zu verlassen kostet viel Geld. Angesichts des Durchschnittslohns ist klar, dass es nicht der Fliehende ist, der dafür aufkommen kann. Dafür braucht man sicher Unterstützung aus der Diaspora. Und Kontakte im Ausland hat eben nicht jeder. Selbst in Asmara. Wer zahlt also für sie? Wem und wie zahlen sie? Und was wissen wir über diejenigen, die für sie zahlen?

¹⁸ <http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/ColEritrea/Pages/commissioninquiryonhrinEritrea.aspx>

¹⁹ Am 24. Juni 2015 erklärte der Präsident der UN-Kommission zur Untersuchung der Menschenrechtssituation in Eritrea Mike Smith, dass diese Frage untersucht werden muss, damit „diese Feststellung durch Beweise gestützt werden kann“.

²⁰ <http://www.rfi.fr/afrique/20150125-erythree-six-journalistes-arretes-2009-liberation-rsf-misghina-yirgalem-fisseha-mebrahtu-basilios-zemo/>

²¹ <http://fr.rsf.org/erythree-six-journalistes-erythreens-22-01-2015,47529.html>

²² <http://www.un.org/millenniumgoals/>

²³ <http://replay.publicsenat.fr/vod/documentaire/voyage-en-barbarie/161944>

²⁴ <http://www.afrik.com/immigration-en-israel-c-est-rentreer-chez-soi-avec-3500-dollars-ou-la-prison>

Die Eritreer scheinen sehr an ihrem Land zu hängen, ganz egal ob sie in Eritrea selbst oder im Ausland leben. Das gilt auch für die Generation, die nicht am Unabhängigkeitskampf teilgenommen hat, die den Militärdienst, nicht aber den Krieg selbst kennt. Ihre Flucht ist eine Entwurzelung. Warum fliehen sie also? Und was fliehen sie? Ihr Land oder ihre Lebensbedingungen? Sind ihre Gründe politische, wirtschaftliche oder persönliche? Sind sie auf der Flucht oder auf der Suche? Werden sie von Dingen motiviert, die vor oder hinter ihnen liegen? Um das zu verstehen, muss man sich die Zeit nehmen, sie als Individuen, und nicht etwa als Volk oder Gemeinschaft zu reflektieren. Die Geschichte Eritreas ist in der persönlichen Geschichte von jedem Eritreer noch tief verankert. Aber was unser Verstehen hemmt ist nicht der Mangel an Abstand, sondern an Zeit: Nachrichtenmeldungen von 140 Zeichen wurden zur Norm einer Welt, die sich keine Zeit mehr nimmt, weder im Alltag, noch in der Politik oder der humanitären Hilfe. Sich Zeit nehmen wird zu Unrecht mit Langsamkeit gleichgesetzt. In unserer Welt zählt jedoch, dass man Leistung bringt, so schnell wie möglich reagiert, der Erste ist und vor Eindruck macht. Die Suche nach dem richtigen Wort bleibt die Arbeit der Forscher, Schriftsteller und Übersetzer. Für Journalisten und Politiker heißt es meist: liken, forwarden, retweeten. Es wird live abgerechnet, um die Follower-Wähler zu beeindrucken.

Wann werden unsere Staatschefs sich endlich die Zeit nehmen, über die Frage der Migranten aus einer menschlichen statt wirtschaftlichen Perspektive nachzudenken? Der Vorschlag, bindende Quoten (umbenannt in „Verteilungsschlüssel“) einzuführen wurde zwar aufgegeben, aber er ist dennoch symptomatisch für die Entmenschlichung unserer Institutionen. Ihn durch eine verpflichtende „Freiwilligkeit“ zu ersetzen, ändert nichts: Die Asylbewerber bleiben ein Kuchen, der aufgeteilt werden muss. Sie sind zu Zahlen geworden. Heute 40.000. Und morgen? Wird man ihnen eine Wartenummer geben oder Selektionsrampen einführen? Wo die Familie oder Freunde sind, die sie wiederfinden wollen, spielt keine Rolle. Kulturelle Aspekte spielen keine Rolle. Sie müssen dahin, wo andere Leute entschieden haben, sie hin zu schicken. Man kümmert sich ja schon um ihr Essen, da werden sie wohl nicht auch noch ihr Menü wählen wollen! Was wird aus denen, die „freiwillig“ in einem feindlich gesinnten Land aufgenommen werden?

Die menschliche Dimension ist keine Priorität. Das ist nicht neu. Sonst hätte man wohl kaum eine Rettungsaktion (*Mare Nostrum*) durch eine Mission zur Grenzsicherung ersetzt (*Operation Triton*)? Der Frontex-Sprecher selbst sagte über die *Operation Triton* sie sei keine humanitäre Mission. Klarer geht's nicht. Der Aktionsradius von *Triton*²⁵ klammerte das Gebiet, wo erwiesenermaßen die meisten Migranten ertranken, aus. Eine Art die Menschen vor der Tür der Europäischen Union sterben zu lassen – vor ihrer Tür ist schließlich noch nicht bei ihr zu Hause, und sie ist daher auch nicht für ihren Tod verantwortlich. Kein Wunder, dass die Zahl der Leichen im Mittelmeer gestiegen ist. Auch wenn die italienische Aktion *Mare Nostrum* infolge der Katastrophe im Oktober 2013 ins Leben gerufen wurde, kann man sich nur über die Bestrebungen der Europäischen Union am Folgetag der Katastrophe im April 2015 wundern: Sie suchte nach einer Lösung, um die Migranten daran zu hindern, zu uns kommen und sie zu zwingen, in ihrem Land zu bleiben... Was die Europäische Union letztendlich will, sind noch wirksamere Diktaturen. Und um ihren humanitären Charakter unter Beweis zu stellen, schickt sie Kriegsschiffe aus, um die Arbeit der Schleuser zu vereiteln.

Im Falle Eritreas wurde eine Lösung gefunden. Es ist die immer gleiche. Die einfachste und am wenigsten nachhaltige. Reporter ohne Grenzen geht davon aus, dass der Europäische Entwicklungsfonds 312 Millionen Euro für Eritrea zu Verfügung stellen wird. Doch damit wird das

²⁵ Die EU-Kommission kündigte an, dass sie das Budget für die Frontex-Operation Triton verdreifachen und ihren Aktionsradius ausweiten würde. Ihr Budget und Aktionsradius werden also von *Mare Nostrum* entsprechen. Das Ziel der Mission hingegen wird ein vollkommen anderes bleiben, als das ihrer Vorgängerin.

Problem nur aufgeschoben. Geld hat seine Grenzen, weil der Mensch die Grenzen des Gewissens hat. Und das kann ihn eben früher oder später einholen. Geld ist nur ein politisches Werkzeug. Die Cimade²⁶ hat oft wiederholt, dass die Migrationspolitik der Europäischen Union, die auf Überwachung und Kontrolle basiert, die Überfahrt der Migranten erheblich erschwert. Sie gehen immer mehr Risiken ein, um aus den kontrollierten Zonen zu fliehen und bezahlen immer mehr dafür²⁷. Aber aufhalten wird es sie nicht. Warum sich also darauf versteifen, Mauern zu errichten? Joseph Fort Newton sagte, dass die Menschen einsam sind, weil sie Mauern anstelle von Brücken errichten²⁸. Man könnte hinzufügen, dass eine Mauer, die an einem Flussufer errichtet wurde, um zu verhindern, dass man hineinfallen kann, durch ihren eigenen Einsturz zu einer Brücke zum Überqueren werden könnte.

Aufnehmen oder aufgeben?

Noch einmal: Wann werden wir aufhören in Kategorien der Territorialerschließung, Rohstoffgewinnung und Unterwerfung von Bevölkerungen zu denken? Wann werden wir zu einem einfühlsamen Verständnis der Welt zurückkehren? Alles Geld der Welt würde nicht genügen, um jemanden, der das unbezwingbare Bedürfnis verspürt, zu fliehen, daran zu hindern oder es ihm auszureden. Ganz gleich ob Eritreer, Äthiopier, Syrier – sie würden trotzdem fortgehen, denn das Leben ist Bewegung. Warum gibt es in Gefängnissen Höfe? Dienen sie nicht etwa dazu, die Grundbedürfnisse des Menschen zu befriedigen? Wenn Sie die Menschen verrückt machen wollen, dann bauen Sie nur weiter Ihre Mauern, stellen Sie weiter Verbote auf! Denn was den Menschen verrückt macht, ist nicht so sehr die Tatsache, dass er nicht raus kann, als vielmehr die Idee, dass ihm die Möglichkeit dazu verwehrt wird. Dass er das Recht dazu nicht hat. Dass es verboten ist. Solange wir lieber Kriege als Gespräche führen, werden Migranten zu uns kommen, so als wollten sie uns an unsere Außen- und internationale Politik und die Folgen unserer Entscheidungen erinnern. Anstatt Sicherheitspolitik zu finanzieren und uns in unseren Schlösser zu verbarrikadieren, sollten wir uns darauf vorbereiten, die Frauen und Männer aufzunehmen, die auch in der Zukunft zu uns kommen werden, um Asyl zu beantragen. Denn wenn ein Mensch das Gefühl hat, an einem Ort zu sterben oder verrückt zu werden, wenn ihm ist, als würde er dort ersticken, weil eine strahlende Zukunftsperspektive nach der anderen verlischt, würde er alles aufs Spiel setzen, um diesem Schicksal zu entfliehen. Mauern hin oder her, Gefahren hin oder her. Wenn er schon sterben muss, dann wenigstens bei dem Versuch dem Tode zu entrinnen, den er in sich aufsteigen fühlt.

Migranten bei sich aufzunehmen, bedeutet, ihnen einen Ort zu geben, wo sie existieren können, sie als Individuen anzuerkennen, ihnen eine Identität zu geben, sie aus dem Status der undifferenzierten „Masse“ herauszulösen, ein Bild, das ausländerfeindliche Reden nutzen, um Angst zu verbreiten. Migranten sind weder eine „große Gefahr“, noch sind sie Invasoren. Sie kommen immer häufiger über den Meeresweg zu uns, weil wir die Grenzen an Land geschlossen haben. Die Zahl der Migranten steigt, weil die Weltbevölkerung steigt, aber mit einem neuen „Einfall der Barbaren“ hat es nichts zu tun. Sie sprechen vielleicht noch nicht unsere Sprache, aber viele von ihnen haben eine Ausbildung. Ihr Wissen könnte für unsere alternde Gesellschaft wertvoll sein. Wie lange werden unsere Politiker es noch vorziehen, auf Stimmenfang zu gehen, als sich eindeutig gegen

²⁶ Die Mission des französischen Vereins La Cimade besteht darin, fremde Personen, Asylbewerber und Flüchtlinge aufzunehmen, zu orientieren und zu schützen.

²⁷ *Traversée interdite ! Les harragas face à l'Europe forteresse*, de Virginie Lydie. Editions le passager clandestin, 2010

²⁸ <http://www.books.fr/newton-hors-les-murs/>

nationalistische Reden auszusprechen? Wir können es uns leisten, für die Migranten aufzukommen, denn es findet sich immer eine Lösung, wenn es unserem Interesse dient. Und es liegt in unserem Interesse, sie aufzunehmen. Warten wir nicht darauf, dass sie nicht mehr in der Lage sind, etwas zu tun, wenn sie erst einmal an der Absurdität unserer Bürokratie zerbrochen sind.

*Vielen Dank an all die, die sich Zeit genommen haben,
die Textentwürfe zu lesen und mir Feedbacks gegeben haben.*